

Monnayer les pouvoirs. Espaces, mécanismes et représentations de la corruption. Giorgio Blundo (dir.), 2000, Nouveaux Cahiers de l'IUED 9, Paris-Genève : PUF-IUED, 347 p. ISBN 2-88247-033-9.

Pierre-Yves Le Meur



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/267>
DOI : 10.4000/apad.267
ISSN : 1950-6929

Éditeur

LIT Verlag

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2000

Référence électronique

Pierre-Yves Le Meur, « Monnayer les pouvoirs. Espaces, mécanismes et représentations de la corruption. Giorgio Blundo (dir.), 2000, Nouveaux Cahiers de l'IUED 9, Paris-Genève : PUF-IUED, 347 p. ISBN 2-88247-033-9. », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 20 | 2000, mis en ligne le 10 avril 2006, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/apad/267> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.267>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Bulletin de l'APAD

Monnayer les pouvoirs. Espaces,
mécanismes et représentations de la
corruption. Giorgio Blundo (dir.),
2000, Nouveaux Cahiers de l'IUED 9,
Paris-Genève : PUF-IUED, 347 p.
ISBN 2-88247-033-9.

Pierre-Yves Le Meur

- 1 Comme nous le rappellent Laurent Dartigues et Emmanuel de Lescure dans la fort utile revue de la littérature qui clôture le livre, si la corruption n'est pas en soi un phénomène nouveau, sa promotion au rang de problème politique et social majeur l'est, ainsi que la floraison scientifique et éditoriale qui accompagne ce changement d'atmosphère. Les mêmes mettent plus loin en évidence un apparent paradoxe entre le manque de consensus dans la définition de l'objet corruption et l'absence de controverses ou de contradictions en la matière : ils parlent de "dissension molle dans un contexte d'inflation définitionnelle" (317). De fait, la corruption, "nébuleuse sémantique", voire "bourbier définitionnel" (respectivement Morice et Johnston cités par Dartigues & Lescure : 318), semble "rétive à l'analyse en sciences sociales" comme l'annonce Giorgio Blundo au début de son chapitre introductif. Une raison à cela tient bien sûr à la forte charge normative que le terme même véhicule et qui fait que le registre moralisant de la dénonciation a trop souvent parasité les débats sur la corruption. C'est pourtant à partir d'une matrice morale - la corruption comme facteur de décomposition des régimes politiques - que s'est construit dès la première moitié du XX^e siècle, avec beaucoup d'avance sur l'Europe, un champ de recherche sur la corruption aux États-Unis marqué dans les années 1960 par l'hégémonie des paradigmes fonctionnalistes et culturalistes, puis par la montée de critiques réformistes et néomarxistes, comme le montre Pierre Lascoumes (47-64) dans une mise en perspective historique très claire. Celle-ci est en quelque sorte complétée par le

chapitre déjà mentionné de Dartigues & Lescure. Ceux-ci, en conclusion de leur entreprise de défrichage de la littérature contemporaine, sont frappés par la récurrence de tentations moralisantes dans les recherches sur la corruption, ainsi que par leur ancrage disciplinaire (338).

- 2 Ces deux constats nous ramènent au projet de ce livre qui vise à "resituer le phénomène de la corruption dans sa complexité, ses multiples facettes, ses zones d'ombre, ses contradictions", et ce en privilégiant une "entrée résolument empirique, méthodologiquement éclectique, et à vocation comparative" (Blundo : 12, 19). De fait, si l'origine disciplinaire des auteurs est majoritairement anthropologique, on compte aussi parmi eux trois politologues, trois sociologues, un socio-économiste et deux économistes, un philosophe et un juriste (également sociologue). Le spectre géographique des études est également très large (Indonésie, Suisse, Chine, Argentine) malgré une tonalité dominante africaniste (Tchad, Somali land, Burkina Faso, Sénégal, Mali). Le lien qui unit ces textes traitant de formes a priori hétéroclites dans leur nature et leur ampleur, au-delà de "l'air de famille" évoqué en introduction par Giorgio Blundo autour de l'idée exprimée par l'excellent titre "monnayer les pouvoirs", réside dans le parti-pris empirique revendiqué, et dont les tenants et les aboutissants méthodologiques sont exposés de manière limpide par Giorgio Blundo et Jean-Pierre Olivier de Sardan dans le second chapitre. Ils nous rappellent en préambule qu'une approche de terrain de type ethnographique de la corruption présente une double difficulté : il s'agit d'explorer d'une part des pratiques illégales et donc difficilement accessibles car largement clandestines, et de l'autre, des représentations fortement normatives, avec un risque de "criminaliser la corruption à l'excès, autrement dit de la couper des formes ordinaires de sociabilité, alors qu'au contraire elle est bien souvent enchâssée dans celles-ci" (22). Pour ce faire, il importe de croiser les sources et les méthodes, et donc de mobiliser des outils divers dans le cadre d'un éclectisme raisonné, permettant entre autres de sortir de la controverse classique et depuis longtemps improductive entre approches universalistes et approches culturalistes de la corruption.
- 3 Cette ouverture méthodologique peut également constituer le terrain de rencontre de disciplines marquées par des traditions langagières et techniques différentes. C'est la contextualisation rigoureuse des pratiques et des représentations observées et recensées, la constitution d'un "corpus réfléchi de données discursives, observationnelles, casuelles et "recensionnelles" complémentaires" (Blundo & Olivier de Sardan : 41) qui peut nourrir une comparaison fondée et éviter les généralisations hâtives. Pourtant, les stéréotypes véhiculés par les instances internationales impliquées dans la lutte contre la corruption sont aussi solidement enkystés qu'empiriquement discutables ; ainsi en est-il du lien supposé mécanique entre passage d'un régime autoritaire et d'une économie administrée à un régime démocratique et une économie de marché et baisse du niveau général de la corruption : l'étude de l'Argentine de Carlos Menem présentée par Marc Hufty (195-220) constitue un contre-exemple particulièrement éclatant à ce cliché.
- 4 Pierre Joseph Laurent dans son étude fine de la logique sociale du détournement -incluant ses aspects sémiologiques et éthiques - dans les associations de développement du pays mossi au Burkina Faso montre bien comment les gestionnaires de ces organisations sont la proie d'un dilemme, coincés entre les exigences des bailleurs et celles de leur entourage : une compréhension non culturaliste de cette

situation passe par la contextualisation des pratiques de détournements, en termes de représentations et de jugements locaux, et aussi en relation avec les modes de socialisation des ressources ainsi détournées dans un environnement économique très incertain. Cette contextualisation de l'analyse s'applique bien sûr aussi aux projets de développement dont Marilou Mathieu décrit minutieusement certains effets corrupteurs (voir aussi concernant l'aide internationale le cas du Somaliland présenté par François Piguet).

- 5 L'étude de la socialisation des ressources détournées s'étend à celle de la "socialisation" de la forme projet, et dans d'autres études - par exemple celles ancrées dans une durée plus longue de Claude Arditi sur le Tchad et de Jean-Luc Maurer sur l'Indonésie -, à celle de la socialisation des institutions étatiques. La fascinante étude des *guanxi* ("relations sociales") chinoise conduite par Ellen Hertz cristallise ce point de vue : "En Chine contemporaine, la corruption doit être vue Comme une pratique politique d'un groupe social déterminé, en l'occurrence les fonctionnaires, qui puise dans une sémantique sociale de l'entraide, de la loyauté et du "sentiment humain" (*renqing*) pour maintenir sa position de domination, et cela contre les intérêts de l'État. Mais la corruption est également cette longue liste de pratiques qui permettent à une partie importante de la société chinoise de bénéficier des prérogatives distributives de l'État, créant des complicités plus ou moins fortes entre État et société, et brouillant ainsi la netteté de la ligne présumée les séparer" (101).
- 6 On retrouve ici clairement le projet d'utiliser la corruption comme porte d'entrée pour l'exploration d'autres objets, en particulier "le fonctionnement réel et les processus de socialisation des institutions étatiques" (Blundo : 19), mais aussi les frontières entre "fonctions, institutions et ressources publiques et privées" ou les "formes concrètes de l'espace public" (id.). C'est de ce dernier aspect que traite la seule contribution à visée purement théorique de cet ouvrage, celle du philosophe Patrice Meyer-Bisch, qui définit l'espace public comme "espace de débat et d'échange, de négociation entre les intérêts distincts (...) L'espace public est un système d'interférences entre les acteurs sociaux (tiers-personne) et les intérêts et idées (tiers-instruit) qu'ils représentent" (69). Pour lui, il y a corruption quand les distinctions et les médiations entre pouvoirs laissent la place à des collusions et exclusions du tiers, à des "espaces gris". Son analyse délibérément systémique (et partant fort éloignée de la réalité empirique), parfois aussi normative et dualiste, est toutefois stimulante, en particulier avec la notion d'"espace public partiel" correspondant à des enjeux et des espaces de pouvoir spécifiques (82-85), notion dont on peut penser qu'elle constitue la part la plus opérationnalisable de cette construction théorique. Pour ce faire, l'idée d'espace public doit être mise en relation avec celles de biens, de ressources, de gestion et de débats publics, et ce dans le cadre non pas d'une approche systémique désincarnée mais par la prise en compte d'une sémiologie et d'une éthique populaire du public, de l'État et de la corruption. C'est ce terrain que cet ouvrage foisonnant défriche souvent avec bonheur.

AUTEUR

PIERRE-YVES LE MEUR

Enseignant, Chercheur en Anthropologie